



Chevènement : « Les guerres civiles commencent toujours à bas bruit »

Avertissement. Pour l'ancien ministre de l'Intérieur, la société française est face à un « danger certain de fragmentation ».

PROPOS RECUEILLIS PAR JÉRÔME CORDELIER

Son nom incarne droiture républicaine et autorité régaliennne. Pour redonner de la hauteur et de l'assise à son quinquennat, Emmanuel Macron s'inspirerait de la vision de Jean-Pierre Chevènement, qu'il croisa, étudiant, au sein de son Mouvement des citoyens. L'ancien ministre de l'Éducation, de la Défense et de l'Intérieur, aujourd'hui âgé de 80 ans, nous a reçu dans les bureaux de la Fondation Res Publica, qu'il préside.

Le Point: On entend dire dans les cercles du pouvoir, pour affronter les questions d'islamisme, de laïcité, d'immigration, d'autorité: « Ah! si l'on avait un Chevènement! » Comment interprétez-vous cet appel?

Vigie. Jean-Pierre Chevènement, dans les locaux parisiens de la Fondation Res Publica, le 8 octobre. Derrière lui, un portrait de Georges Clemenceau.

Jean-Pierre Chevènement: Il y a sûrement de jeunes Chevènement dans le paysage politique... Des gens capables de lucidité, et de s'inscrire dans une vision large, dans un temps long.

Qu'entendez-vous par vision large?

Une vision considérant que les problèmes d'immigration concernent autant les pays d'origine que les pays d'accueil. J'approuve l'initiative d'Emmanuel Macron de se saisir de ce sujet crucial, même si je regrette que le débat parlementaire qu'il a engagé se soit déroulé sans vote. On attend encore une grande politique d'immigration, indissociable de mesures pour l'intégration et se fondant sur le concours de deux volontés: celle des impétrants à notre nationalité, qui doivent accepter les lois républicaines, apprendre le français et travailler, et celle de la France, qui doit mettre en œuvre des politiques égalitaires

KHANH RENAUD POUR « LE POINT »

sur l'emploi, le logement, l'éducation et faire vivre la fraternité. Il y a urgence à agir dans cette direction si l'on veut éviter la poursuite de la fragmentation de la société française. Les guerres civiles commencent toujours à bas bruit. Je rappelle que les guerres de Religion ont commencé par un premier bûcher dès 1523 et que les massacres de Vassy et de la Saint-Barthélemy n'ont eu lieu qu'en 1562 et 1572... Il en va de même avec nos attentats djihadistes. Les problèmes enflent au fil des décennies, je vois l'horizon s'assombrir depuis longtemps. En responsabilité, j'ai tout fait pour lutter contre cette « archipélisation de la France » dont parle aujourd'hui Jérôme Fourquet : je voyais bien se creuser les fractures et les îles qui la composent s'éloigner de plus en plus. Les territoires perdus de la République, ce n'est pas une découverte récente ! Après les tueries du Bataclan et de Nice, les attentats de Marseille, Strasbourg et maintenant celui de la préfecture de police de Paris, sans compter tous ceux qui ont été déjoués, témoignent que le mal continue de cheminer sur le terreau d'un ressentiment venu de loin.

Votre nom est synonyme de fermeté républicaine. Qu'est-ce que cette acception signifie concrètement ?

A la fois la justice et la fermeté au service de l'intérêt public. Quand j'étais ministre de l'Intérieur, le cabinet du Premier ministre voulait que je régularise 140 000 étrangers en situation irrégulière : j'ai résisté à cette facilité. On était juste après l'occupation de l'église Saint-Bernard, le contexte était brouillé par des jeux de rôle aussi bien du côté de l'ancien gouvernement que des associations « sans-papiers ». J'ai régularisé 80 000 personnes sur critères d'intégration, ceux qui étaient présents depuis dix ans, parlaient français, disposaient d'un travail et d'un logement. Les autres, j'ai rejeté leur demande malgré les injonctions d'une partie de la gauche. A l'époque, 100 000 étrangers recevaient chaque année un titre de séjour : ils sont 255 000 aujourd'hui.

Comment expliquer une telle inflation ?

On ne souligne pas assez qu'il existe deux voies d'accès à l'immigration clandestine. Il s'agit, d'une part, des visas touristiques qui, en dix ans, ont doublé, de 2,3 millions à plus de 4,3 millions ; et, d'autre part, des demandes d'asile, qui ont elles aussi doublé mais en cinq ans (de 66 000 en 2013 à 130 000 en 2018). Or la plupart des demandeurs sont des déboutés du droit d'asile de la part de pays voisins, en particulier l'Allemagne. Est-il normal que la France réexamine des dossiers rejetés par des pays fiables démocratiquement ? Est-il juste que 10 % des demandeurs acceptés par l'Ofpra soient des Albanais, alors que ■■■

« J'ai tout fait pour lutter contre cette "archipélisation de la France". »

Les Bonnes Adresses du Point

*La valeur de la reprise est fonction de votre nouvel achat : voir barème en magasin. Offre valable jusqu'au 31 octobre. Photo non contractuelle. Offre non cumulable avec promotions en cours.

REPRISE
DE VOTRE ANCIENNE TABLE JUSQU'À
2000€*

Tables extensibles, plateaux laque, bois, verre et céramique, procédés anti-rayures, fabrication française et européenne, dans le plus grand espace tables et chaises de repas à Paris.



SEULEMENT UNE FOIS PAR AN !

EspaceTopper®

Maison familiale depuis 1926

CANAPÉS, LITERIE, MOBILIER : 3 000 M² D'ENVIES ! **Espaces tables et chaises de repas :**
147 rue Saint-Charles, 01 45 75 02 81
63 rue de la Convention, 01 45 77 80 40
Paris 15^e • 7/7 • M^o Boucicaut • P. gratuit
Toutes nos adresses sur www.topper.fr

*La valeur de la reprise est fonction de votre nouvel achat : voir barème en magasin. Offre valable jusqu'au 31 octobre. Photo non contractuelle. Offre non cumulable avec promotions en cours.

REPRISE
DE VOTRE ANCIEN CANAPÉ JUSQU'À
2000€*

Les plus grandes marques de canapé, canapé-lit et fauteuil de relaxation : Bretz, Burov, Diva, Duvivier, Fama, Leolux, Neology, Steiner, Stressless® ...



SEULEMENT UNE FOIS PAR AN !

EspaceTopper®

Maison familiale depuis 1926

CANAPÉS, LITERIE, MOBILIER : 3 000 M² D'ENVIES ! **Espaces canapés :**
147 rue Saint-Charles, 01 45 75 02 81
63 rue de la Convention, 01 45 77 80 40
Paris 15^e • 7/7 • M^o Boucicaut • P. gratuit
Toutes nos adresses sur www.topper.fr

Pour toute parution : 01.44.10.13.64

■■■ L'Albanie est un « pays sûr » ? En quoi ces demandeurs sont-ils menacés dans leur pays ? Il y a un détournement du droit d'asile pointé par le président de la République lui-même.

Comment actuellement faire preuve de fermeté tout en restant républicain ?

Il ne faut pas confondre la notion républicaine, communauté de citoyens, et la notion ethnique que nous rejetons. Si l'on ne voit pas les dangers qui pèsent sur notre cohésion nationale et sociale à long terme, on ne peut pas faire de bonne politique à court terme. La République, c'est aussi la lucidité.

Qu'est-ce qu'être lucide à notre époque ?

Notre époque n'est pas différente de celle où Pascal écrivait : « Les hommes ne sont ni anges ni bêtes. Mais celui qui veut faire l'ange fait la bête. » Nous sommes face à un danger certain de fragmentation de la société française. Pourquoi beaucoup de Français regrettent-ils le monde d'avant ? Parce qu'il était plus cohérent et que les gens se faisaient davantage confiance. J'attends des autorités de l'Etat qu'elles prennent les problèmes à bras-le-corps pour restaurer cette confiance.

Si vous aviez été en situation, comment auriez-vous réagi face à l'attentat qui a frappé la préfecture de police de Paris ?

Je ne fais pas de politique-fiction. Je ne vois pas comment mon lointain successeur aurait pu agir autrement qu'il l'a fait. Il n'était pas en fonction quand Mickaël Harpon a déclaré « Bien fait ! » à propos de l'attentat contre *Charlie Hebdo*. Et ce propos n'a pas été remonté dans la hiérarchie. Christophe Castaner exerce une tâche très difficile ; il a la confiance du président de la République et celle du Premier ministre.

François Fillon, dans un tweet, évoque le « poison du totalitarisme islamique » et une « idéologie radioactive qui attaque notre République ». Vous dressez le même diagnostic ?

La comparaison avec la radioactivité me trouble car la radioactivité n'épargne personne. Bien sûr, l'islamisme radical ne suscite pas seulement des émules : il traumatise toute une société et peut nourrir le ressentiment. L'un heurtant l'autre, la situation peut dégénérer. Toutes les conditions se créent à bas bruit pour qu'on aille vers des affrontements bien plus graves. Seul un Etat républicain fort peut enrayer cette spirale de violence et de ressentiment. Ceux qui ne voient pas la nécessité de la vigilance font inconsciemment le jeu des extrémistes. Certaines interventions extérieures, bien loin de purger le mal, l'ont exacerbé. Ainsi, pendant la guerre du Golfe, on s'est débarrassé de Saddam Hussein et on a récolté Daech ; en Libye, on a fait sauter le verrou qui nous



« Ce qui nous menace, et pas dans un horizon lointain, c'est la déferlante de la connerie. »

Repères

- 9 mars 1939 Naissance à Belfort.
- 1984-1986 Ministre de l'Education nationale.
- 1988-1991 Ministre de la Défense.
- 1993-2001 Président du Mouvement des citoyens.
- 1997-2000 Ministre de l'Intérieur.

protégeait des flux migratoires en provenance de l'Afrique profonde, ou encore, en Syrie, on n'a pas voulu voir que les islamistes étaient les opposants du régime baasiste depuis des décennies. L'usage de la force doit être proportionné, sauf à aggraver le mal. L'islamisme radical a sa logique propre, ses causes endogènes, une interprétation littéraliste qui

plonge très loin dans l'Histoire. Mais il y a aussi des facteurs externes. Des interventions militaires mal pensées peuvent déstabiliser des Etats comme l'Irak, livré à Al-Qaeda puis à Daech. Qui le dira, même encore aujourd'hui ? Ceux qui se sont trompés hier préfèrent radoter...

Récemment, dans « Le Point », Riss, le patron de « Charlie Hebdo », évoquait « l'esprit collabo » pour vilipender le confort intellectuel face à l'islamisme. Partagez-vous ce constat ?

Il faut rester vigilant mais se méfier des outrances. La France n'est pas un pays occupé. Mais je discerne dans ses élites beaucoup de fragilité, beaucoup de complaisance vis-à-vis de manifestations attentatoires à la loi républicaine. L'affaire du voile avait déjà montré un certain aveuglement il y a... trente ans. Sur la longue du-

rée, on perçoit l'extrême faiblesse de plusieurs de nos institutions, y compris judiciaires.

Y a-t-il dans les élites un refus de nommer l'ennemi ?

Par un souci qui peut paraître louable de ne pas blesser, ou de ne pas contrevenir aux lois de l'hospitalité, certains tolèrent l'intolérable. Mais il faut éviter les surenchères et se garder de sombrer dans une paranoïa déstabilisatrice. La République doit tenir sur tous les fronts. Le sang-froid est nécessaire pour désamorcer à long terme le ressentiment de ceux qui veulent mettre à bas les lois de la République pour plonger le pays dans la guerre civile.

La « culture du déni », que vous aviez dénoncée il y a quelques années, pousse-t-elle les élites à la cécité, retardant la mise en place de mesures pour lutter contre l'infiltration de l'islamisme ?

Je vais me laisser aller... Mais ce qui nous menace, et pas dans un horizon lointain, c'est la déferlante de la connerie. Celle-ci peut prendre des formes diverses.

Le pouvoir macronien a-t-il un problème avec l'incarnation de l'autorité ?

Emmanuel Macron incarne bien la figure du président de la République. Il a peut-être commis quelques erreurs dans la phase initiale, mais il a su redresser la barre. Cela dit, sa majorité aurait intérêt à se ressourcer dans l'idée républicaine et dans l'esprit des institutions telles que les concevait le général de Gaulle. Le président se doit d'être « l'homme de la nation » ■

KHANH-RENAUD POUR « LE POINT »